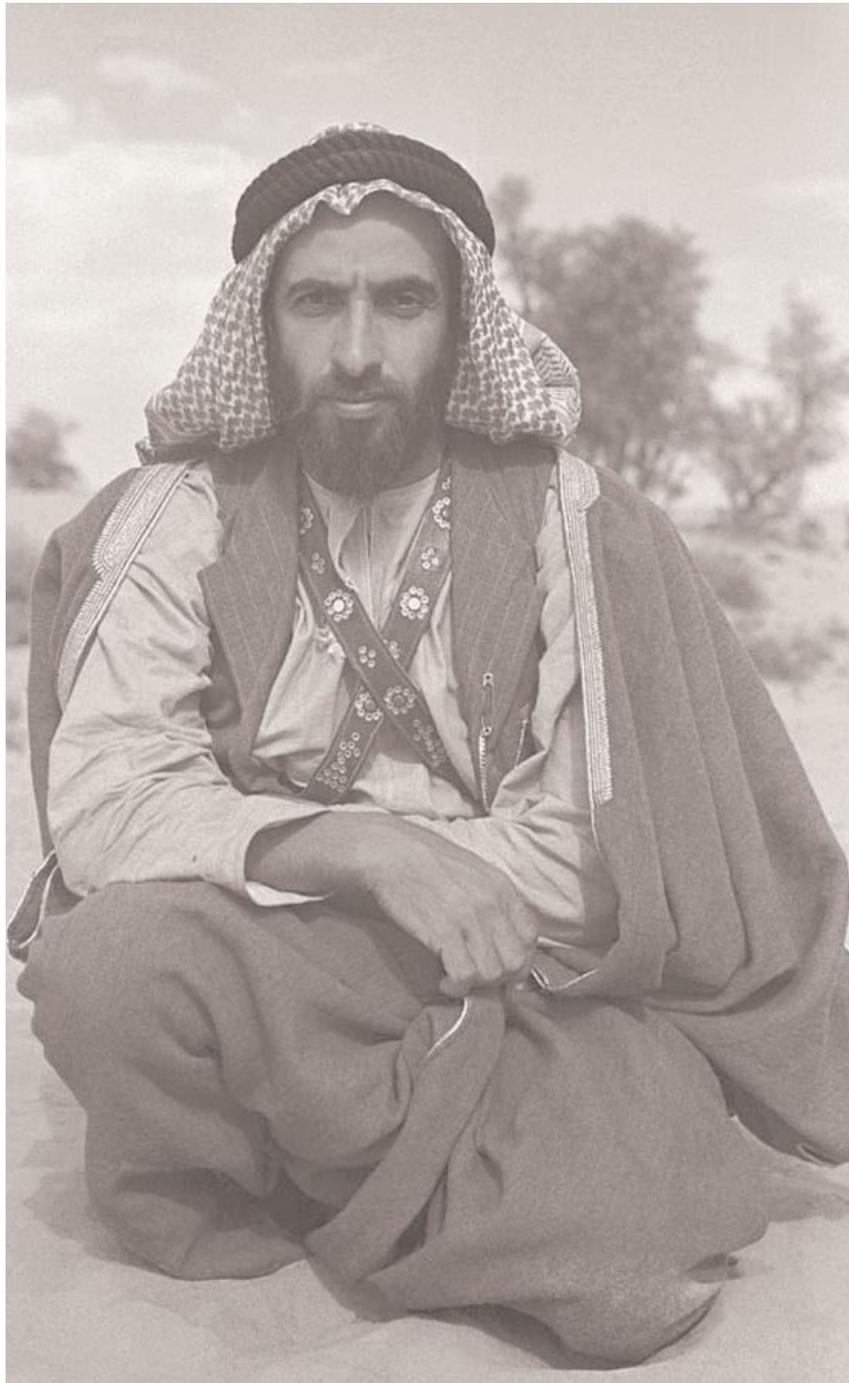


CHEIKH ZAYED



LE PRÉSIDENT DES ÉMIRATS ARABES UNIS

LE 6 AOÛT 2001, Son Altesse Cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan a fêté ses 35 ans à la tête de l'émirat d'Abu Dhabi, l'un des sept émirats composant la Fédération des Émirats Arabes Unis (E.A.U.), et dont il est Président depuis sa création en décembre 1971. Il a été réélu, en décembre 2001, pour un nouveau mandat de cinq ans.

Nommé à son premier poste au gouvernement en 1946 en tant que représentant de l'émir dans la région est d'Abu Dhabi, autour de l'oasis d'Al Ain, Cheikh Zayed dirige le pays depuis plus d'un demi-siècle.

Né vers 1918 (la date est incertaine) à Abu Dhabi, Cheikh Zayed est le plus jeune des quatre fils de Cheikh Sultan bin Zayed Al Nahyan, émir d'Abu Dhabi de 1922 à 1926. Il porte le nom de son grand-père, Cheikh Zayed bin Khalifa, dont le règne, de 1855 à 1909, fut le plus long des trois siècles de souveraineté de la famille Al Nahyan sur l'émirat d'Abu Dhabi.

Abu Dhabi, comme les autres émirats du sud du golfe Persique connus sous le nom d'États de la Trêve, était lié par un traité à la Grande-Bretagne. À la naissance de Cheikh Zayed, l'émirat, pauvre et sous-développé, vivait principalement de la pêche aux poissons et aux perles le long de la côte et au large, ainsi que d'une agriculture rudimentaire dans les oasis de l'arrière-pays. Une partie de la population se composait de tribus nomades, qui se déplaçaient sur les grands espaces de l'Arabie du sud-est à la recherche de pâturages.

La vie, même pour un fils d'émir, était simple. L'éducation, ou ce qui en faisait office, se limitait à l'enseignement des principes de l'Islam par un prêtre du voisinage; les équipements modernes comme les routes, les communications et les hôpitaux en étaient absents. Les transports se faisaient par bateau ou à dos de chameau, et la rigueur du climat menaçait souvent la survie même.

Début 1926, à la mort du successeur de Cheikh Sultan, son frère Cheikh Saqr, le conseil de famille choisit comme souverain Cheikh Shakhbut, fils aîné de Cheikh Sultan, qui dirigea le pays jusqu'en août 1966, date à laquelle il laissa la place à son frère Zayed.

À la fin des années vingt et dans les années trente, Cheikh Zayed, manifestant une vive soif d'apprendre, partit dans le désert en compagnie des membres d'une tribu bédouine afin de connaître leur mode de vie et leur environnement. Il se

remémore avec plaisir tout ce que ses expéditions lui ont appris sur la vie dans le désert et son initiation à la fauconnerie, passion qu'il a gardée toute sa vie.

Dans son ouvrage, *Falconry, Our Arab Heritage* (La Fauconnerie, notre patrimoine arabe), publié en 1977, Cheikh Zayed note que la compagnie d'un groupe de chasseurs

... permet à chaque membre de l'expédition d'exprimer librement ses idées et ses opinions, sans inhibition ni contrainte, et donne l'occasion à l'homme responsable de se familiariser avec les souhaits de son peuple, de connaître ses problèmes et de bien comprendre sa manière de voir les choses, ce qui le rend plus à même de l'aider et d'améliorer sa condition.

Grâce à ses expéditions dans le désert, Cheikh Zayed prit conscience des relations entre l'homme et son environnement, et notamment de la nécessité de veiller à ce que les ressources naturelles soient exploitées de manière durable. Autrefois passionné de tir, il a, à l'âge de 25 ans, abandonné le fusil pour la fauconnerie, après avoir réalisé que la chasse au fusil risquait de provoquer rapidement l'extinction de la faune locale.

Il apprit également à apprécier le rôle essentiel joué par le chameau, ce 'vaisseau du désert', pour la survie de l'homme dans cet environnement impitoyable. Il en devint un juge avisé, qu'il s'agisse de bêtes de somme, de course ou destinées à la production alimentaire. Malgré le rapide développement d'Abu Dhabi et des Émirats Arabes Unis, Cheikh Zayed a œuvré pour qu'on n'oublie pas l'importance du chameau. Bien qu'il ne soit plus guère utilisé pour le transport, il en reste encore des milliers dans les E.A.U. et les courses de chameaux sont devenues l'un des sports les plus populaires du pays. Les E.A.U. sont un leader mondial de la recherche scientifique sur les chameaux, et ont mis au point des techniques innovatrices d'insémination artificielle dans le cadre d'un programme d'amélioration des races de chameaux de course et de production laitière.

Ses voyages dans les régions les plus isolées d'Abu Dhabi permirent à Cheikh Zayed d'apprendre à connaître intimement son pays et son peuple. Au début des années trente, lorsque les premières équipes de compagnies pétrolières arrivèrent pour mener des études géologiques préliminaires en surface, c'est à Cheikh Zayed que son frère confia la tâche de les guider dans le désert. Ce fut alors son premier contact avec l'industrie qui devait par la suite avoir un si grand impact sur le pays.

En 1946, Cheikh Zayed fut choisi comme représentant de l'émir dans la Région Est d'Abu Dhabi, autour de l'oasis d'Al Ain, située à environ 160 km à l'est de l'île d'Abu Dhabi elle-même. Habitée sans interruption depuis au moins 5000 ans, l'oasis comprenait neuf villages : six appartenaient à l'émirat d'Abu Dhabi et trois,

dont Buraymi (autre nom de l'oasis), au sultanat d'Oman. La fonction consistait donc non seulement à administrer les six villages, mais aussi l'ensemble de la région désertique avoisinante, ce qui permit à Cheikh Zayed d'apprendre l'art de gouverner et d'approfondir ses connaissances des tribus du désert. À la fin des années quarante et au début des années cinquante, lorsque l'Arabie Saoudite commença à revendiquer Buraymi, il eut aussi l'occasion de se frotter aux réalités de la politique internationale.

Cheikh Zayed ne voulait envisager cette mission qu'en termes de consultation et de consensus, et non d'affrontement. Les visiteurs étrangers, comme l'explorateur britannique Sir Wilfred Thesiger qui fit sa connaissance à cette époque, notèrent avec approbation que ses jugements 'se distinguaient par leur grande lucidité, leur sagesse et leur impartialité'.

Cheikh Zayed mérita rapidement la réputation d'un homme qui possédait une vision claire de ce qu'il voulait réaliser pour les habitants d'Al Ain, et qui servait de modèle.

Lune des tâches principales de ses premières années à Al Ain consista à stimuler l'économie locale, qui reposait essentiellement sur l'agriculture. À cette fin, il veilla au nettoyage des anciens canaux souterrains d'irrigation ou falajes (*afaj*) et finança personnellement la construction d'un nouveau canal, participant lui-même aux rudes travaux nécessaires.

Il ordonna également la révision des droits locaux de propriété sur l'eau afin d'en assurer une distribution plus équitable, renonçant aux droits de sa propre famille pour montrer l'exemple. L'expansion agricole qui en résulta entraîna une augmentation des revenus des habitants d'Al Ain, et permit à l'oasis de retrouver son rôle de marché principal d'une vaste région.

L'approvisionnement des habitants en eau resta la préoccupation majeure de Cheikh Zayed tout au long de sa vie ; sa propre expérience de jeunesse lui avait fait prendre conscience que la vie est impossible sans eau, et c'est là un sujet qu'il traita souvent dans ses discours en tant qu'émir d'Abu Dhabi et Président des E.A.U. .

Parallèlement à ce début de croissance des années 1940 et 1950, Cheikh Zayed élaborait un plan d'urbanisme visionnaire et, en avant-goût de l'énorme programme actuel de boisement, il fit planter des arbres ornementaux qui, ayant maintenant atteint leur maturité, font d'Al Ain l'une des villes les plus vertes d'Arabie. Depuis quelques années, l'irrigation des plantations est en partie assurée par de l'eau recyclée, dans le cadre des programmes de conservation de cette précieuse ressource.

Cheikh Zayed effectua sa première visite à l'étranger en 1953, pour accompagner son frère Shakhbut en Grande-Bretagne et en France et assister à un tribunal d'arbitrage de la légalité des concessions pétrolières offshore aux Émirats. Il évoqua

plus tard à quel point il avait été impressionné par les écoles et les hôpitaux qu'il avait visités, et dont il rêvait de pouvoir faire bénéficier son peuple :

Je rêvais souvent de voir notre pays rattraper le monde moderne, mais je ne pouvais rien faire parce que je n'avais pas moi-même les moyens de réaliser ces rêves. J'étais cependant persuadé qu'un jour ils deviendraient réalité

En dépit, toutefois, de l'insuffisance des revenus du gouvernement, Cheikh Zayed parvint à amorcer le progrès à Al Ain, en jetant les bases d'un système administratif, en finançant personnellement la première école moderne de l'émirat et en persuadant ses parents et amis de contribuer à de petits projets de développement.

C'est la production de pétrole qui allait donner à Cheikh Zayed les moyens de réaliser ses rêves, avec la première exportation de pétrole brut d'Abu Dhabi en 1962. Malgré un prix beaucoup plus bas qu'aujourd'hui, la croissance rapide du volume des exportations de pétrole révolutionna l'économie d'Abu Dhabi et son peuple commença à jouir des avantages dont profitaient déjà ses voisins de Qatar, de Bahreïn, du Koweït et d'Arabie Saoudite. L'industrie perlière, qui existait depuis des milliers d'années, avait pratiquement disparu peu de temps après la deuxième guerre mondiale, et rien ne l'avait vraiment remplacée. Pendant les dernières années cinquante et les années soixante, en fait, de nombreux habitants d'Abu Dhabi avaient été obligés de s'expatrier dans d'autres États du Golfe où la production de pétrole offrait des emplois.

Les difficultés économiques auxquelles Abu Dhabi avait dû faire face depuis les années 1930 avaient habitué son émir, Cheikh Shakhbut, à gérer les affaires du pays avec parcimonie. Malgré les aspirations croissantes de son peuple vers le progrès, il hésitait à investir les nouveaux revenus du pétrole dans le développement. Ni les membres de sa famille, dont Cheikh Zayed, ni les chefs des autres tribus de l'émirat, ne parvinrent à le persuader d'évoluer avec son temps et finalement la famille Al Nahyan décida que le moment était venu pour lui de céder sa place. La réputation que s'était forgé Cheikh Zayed à Al Ain au cours des 20 années précédentes et sa popularité auprès du peuple faisaient de lui le candidat idéal à la succession.

Le 6 août 1966, Cheikh Zayed accéda au pouvoir, chargé par sa famille d'accélérer le développement d'Abu Dhabi. C'était un homme pressé. Au cours des années passées à Al Ain, il avait non seulement acquis l'expérience de gouverner, mais il avait aussi eu le temps de concevoir une vision de l'avenir de l'émirat. Il était déterminé à mettre au service du peuple les revenus pétroliers qui ne cessaient d'augmenter d'une année sur l'autre, et un vaste programme de construction d'écoles, de logements, d'hôpitaux et de routes fut rapidement mis en œuvre.

En se rappelant ses premières semaines, Cheikh Zayed constate :

Le chemin était tracé. Il ne s'agissait pas de trouver de nouveaux concepts, mais de mettre en œuvre les idées rassemblées depuis des années. Tout d'abord, je savais qu'il fallait concentrer ses efforts sur l'émirat d'Abu Dhabi et sur les services sociaux. En bref, il fallait s'adapter aux circonstances : les besoins du peuple dans son ensemble. Ensuite, je voulais proposer aux autres émirats de collaborer avec nous. Dans l'harmonie, en fondant une sorte de fédération, nous pourrions suivre l'exemple d'autres pays en voie de développement.

Une de ses premières initiatives fut d'augmenter les contributions au Fonds de Développement des États de la Trêve, mis en place quelques années auparavant par les Britanniques. Abu Dhabi devint rapidement l'émirat qui y participait le plus. Début 1968, lorsque les Britanniques annoncèrent leur intention de se retirer du Golfe avant la fin de 1971, Cheikh Zayed agit rapidement pour proposer d'établir des liens plus étroits avec les autres émirats.

Conjointement avec le souverain de Dubaï, Cheikh Rashid bin Saeed Al Maktoum, aujourd'hui décédé, qui allait devenir vice-président et Premier ministre des E.A.U., Cheikh Zayed prit l'initiative de suggérer la formation d'une fédération qui engloberait non seulement les sept émirats constituant les États de la Trêve, mais aussi Qatar et Bahreïn. Lorsque ces premiers espoirs de fédération à neuf membres s'effondrèrent, Cheikh Zayed convainquit les autres émirats de signer un accord pour la création des E.A.U., qui apparurent officiellement sur la scène internationale le 2 décembre 1971.

Non seulement son enthousiasme pour la fédération joua un rôle essentiel dans la formation des E.A.U., mais Cheikh Zayed gagna aussi le soutien des autres souverains par sa recherche du consensus :

Je n'impose le changement à personne. Ce serait de la tyrannie. Nous avons tous nos opinions, et ces opinions peuvent évoluer. Quelquefois, nous mettons toutes nos opinions en commun, et nous en tirons un seul point de vue. C'est notre manière de pratiquer la démocratie

Cheikh Zayed fut élu premier Président des E.A.U. par les autres émirats, et il a été régulièrement réélu à ce poste tous les cinq ans.

Le nouvel État naissait à une époque d'instabilité politique dans la région. Deux jours auparavant, au cours de la nuit du 30 novembre au 1er décembre, l'Iran s'était emparé par la force des îles de la Grande Tunb et de la Petite Tunb, d'une partie de Ra's al-Khaimah, et avait fait débarquer des troupes sur Abu Musa, un territoire de Sharjah (voir la section sur la Politique étrangère).

Sur le continent, la ligne de démarcation entre les Émirats mêmes et avec les États voisins n'était pas nette, bien qu'un accord préalable ait été signé entre Abu Dhabi et Oman.

Les observateurs étrangers, dans leur ignorance de l'histoire et du patrimoine communs qui rassemblaient les peuples des E.A.U., s'attendaient à ce que le nouvel État ait du mal à survivre, en raison des différends avec ses voisins et de la grande disparité des sept émirats quant à leur taille, leur population et leur niveau de développement.

Connaissant mieux la nature de son pays, Cheikh Zayed était naturellement plus optimiste. Avec un quart de siècle de recul, il observe :

Notre tentative de fédération naquit, à l'origine, de la volonté de renforcer les liens qui nous unissaient, ainsi que de la conviction unanime que nous faisons partie d'une même famille et qu'il nous fallait nous rassembler sous l'autorité d'un seul et même leader.

Nous n'avions encore jamais fait l'expérience d'un État fédéral, mais notre proximité et les liens de sang qui nous unissent sont des facteurs qui nous ont conduits à comprendre la nécessité de mettre en place une fédération qui compenserait le manque d'unité et le morcellement caractéristiques des époques précédentes.

Ce qui a été accompli dépasse toutes nos espérances, ce qui confirme qu'avec l'aide de Dieu et une volonté sincère de réussir, il n'y a rien qui ne puisse être réalisé au service du peuple tant que la détermination est ferme et les intentions sincères.

Les prédictions des pessimistes de la première heure allaient s'avérer sans le moindre fondement. Au cours des 30 dernières années, les E.A.U. ont non seulement survécu, mais ils se sont développés à un rythme presque sans précédent. Le pays s'est transformé de manière spectaculaire. Sa population est passée de 250 000 habitants en 1971 à environ 3,3 millions à la mi-2001. Les progrès en matière de services sociaux, de santé et d'éducation, tout comme dans les secteurs des communications et de l'économie pétrolière ou non pétrolière, assurent un niveau de vie élevé sur l'ensemble des sept émirats, des villes ultramodernes aux régions désertiques et montagneuses les plus éloignées. Ce changement s'est de plus accompli dans un climat enviable de stabilité politique et sociale, en dépit de l'insécurité et des conflits qui ont affecté une grande partie du reste de la région du Golfe.

Dans le même temps, le pays s'est forgé une place solide sur la scène internationale, tant dans la région des pays arabes que dans l'ensemble plus large des nations. Sa recherche du dialogue et du consensus et son constant respect des principes de la Charte des Nations unies, notamment en ce qui concerne la



non-ingérence dans les affaires des autres États, vont de pair avec un engagement sans éclat mais extensif pour l'aide au développement et l'assistance humanitaire, qui, calculées par habitant, sont rarement égalées.

Il est donc indubitable que cette tentative de fédération a été un succès, et que Cheikh Zayed a joué un rôle déterminant quant aux accomplissements des E.A.U.

Pendant ses années à Al Ain, il a été à même de concevoir une vision des progrès futurs du pays, et depuis son accession, tout d'abord au rang d'émir d'Abu Dhabi, puis à celui de Président des E.A.U., il a consacré trois décennies et demie à faire de cette vision une réalité.

L'un des principes fondamentaux de sa philosophie de Souverain et d'homme d'État consiste à utiliser pleinement les ressources du pays au profit du peuple. Les E.A.U. ont la chance de disposer d'énormes réserves de pétrole et de gaz, mais elles sont exploitées avec prudence. C'est ainsi qu'en 1973, le gouvernement d'Abu Dhabi, émirat où se trouve la plus grande partie des réserves, choisit de prendre une part majoritaire des réserves de pétrole et l'entière possession des réserves de gaz, qu'il soit d'origine pétrolière ou non. Grâce à cette décision, les ressources financières nécessaires à la réalisation du programme de développement ont toujours été disponibles. Il a même été possible de placer des sommes importantes dans des investissements pour les générations futures, et, par le biais de la Banque d'Investissement d'Abu Dhabi, créée par Cheikh Zayed, le pays détient désormais des capitaux estimés officiellement à environ 200 milliards de dollars.

Toutefois, ces ressources financières ont toujours été considérées par Cheikh Zayed non comme une fin en soi mais comme un outil facilitant l'épanouissement de ce qu'il estime être la véritable richesse du pays : ses habitants, et notamment la génération montante. Ainsi affirme-t-il :

La richesse n'est pas l'argent. La richesse, c'est les hommes. C'est là que réside la véritable puissance, la puissance qui nous est chère. Les hommes sont le bouclier qui nous protège. C'est cette conviction qui nous a amenés à consacrer toutes nos ressources à l'individu, et à utiliser la richesse octroyée par Dieu au service de la nation, afin qu'elle grandisse et prospère.

Si la richesse n'est pas utilisée avec le savoir nécessaire à son emploi judicieux, et sous la direction d'esprits éclairés, elle est vouée à diminuer et à disparaître. Le meilleur usage que l'on puisse faire de la richesse, c'est d'investir dans l'éducation et la formation, aujourd'hui et pour les générations futures.

S'adressant à la première promotion de l'Université des Émirats lors de la cérémonie de remise des diplômes en 1982, Cheikh Zayed déclara :

La construction de l'humanité est une tâche complexe et ardue. Elle représente, cependant, la véritable richesse [du pays]. On ne la trouve pas dans la richesse matérielle. Elle est faite d'hommes, d'enfants, et de générations à venir. C'est là que réside le véritable trésor

Dans ce contexte, Cheikh Zayed estime que tous les citoyens ont un rôle à jouer dans le développement du pays. D'ailleurs, il ne s'agit pas uniquement pour lui d'un droit, mais d'un devoir. Devant ses collègues du Conseil suprême de la fédération, il observe

Le plus important de nos devoirs de Souverains consiste à améliorer le niveau de vie de notre peuple. Accomplir son devoir est une responsabilité que Dieu nous a confiée, et il incombe à tous, jeunes et moins jeunes, de mener à bien cette tâche.

Les femmes, estime-t-il, ont, comme les hommes, une influence à exercer. Reconnaisant que, dans le passé, le manque d'éducation et de formation avait empêché les femmes de jouer pleinement leur rôle dans de nombreuses activités de la société, il a pris des mesures pour remédier à cette situation. Bien que les défenseurs des droits des femmes puissent soutenir qu'il reste encore beaucoup à faire, les progrès accomplis ont été remarquables, et il est maintenant de plus en plus fréquent de voir des femmes occuper des postes à tous les niveaux des secteurs public et privé. Tout au long de ce cheminement, elles ont bénéficié du soutien absolu du Président.

Les femmes ont le droit de travailler partout. L'Islam confère aux femmes leur statut légitime, et les encourage à oeuvrer dans tous les secteurs, du moment qu'elles sont traitées avec le respect qui leur est dû. Certes, le rôle fondamental des femmes est d'élever les enfants, mais, à côté de cela, il nous faut offrir des opportunités à celles qui choisissent de remplir d'autres fonctions. Ce que les femmes ont accompli dans les Émirats en si peu de temps me réjouit et me satisfait. Nous avons déjà commencé à récolter ce que nous avons semé hier. Nous louons Dieu pour le rôle que jouent les femmes dans notre société, et il n'y a pas l'ombre d'un doute : leur rôle est bénéfique pour la génération actuelle autant que pour celles à venir.

Les progrès remarquables faits par les femmes des Émirats sont dus en grande partie aux initiatives prises par le Président, Cheikh Zayed, et son épouse, Son Altesse Cheikha Fatima bint Mubarak, Présidente de l'Union Générale des Femmes du pays. Les femmes jouent désormais un rôle considérable dans la fonction publique, la santé, l'éducation et les affaires ; elles vont bientôt occuper une place plus importante dans la vie politique, grâce à leur nomination à divers organismes consultatifs et législatifs.

Cheikh Zayed a laissé clairement entendre qu'il estime que les jeunes, qui ont profité des fruits du programme de développement des E.A.U. pendant leur existence, doivent désormais prendre la relève de leurs parents. Aussi, Cheikh Zayed a-t-il nommé ses fils à des postes au sein du gouvernement, et il veille à ce qu'ils assument pleinement leurs responsabilités. Aux jeunes citoyens des E.A.U. qui se plaignaient de ne pas trouver d'emploi à un salaire suffisant, il a été proposé de les embaucher comme ouvriers dans des exploitations agricoles afin qu'ils apprennent à apprécier la noblesse du travail.

Le travail est d'un grand intérêt, et d'une valeur considérable, tant pour l'individu que pour les sociétés. Le montant du salaire ne reflète pas la valeur d'une personne. Ce qui importe, c'est le sens de la dignité et du respect de soi. Il est de mon devoir, en tant que dirigeant des jeunes de ce pays, de les encourager à travailler, à faire des efforts pour se surpasser toujours davantage et à servir leur pays. Tout citoyen en bonne condition physique et mentale qui ne travaille pas commet un crime envers lui-même et envers la société.

Nous avons hâte de voir nos fils et nos filles jouer un rôle plus actif, collaborer de manière plus large au processus de développement et prendre leur part de responsabilités, notamment dans le secteur privé, afin de jeter les bases du succès de cette participation et de son efficacité. En même temps, nous sommes très soucieux de perfectionner le niveau de qualité morale du travail et sa dignité dans notre société ainsi que d'accroître le nombre de citoyens actifs. Nous pouvons y parvenir en adoptant une démarche réaliste et bien planifiée qui améliore la performance et la productivité, ce qui nous permettra de nous rapprocher de notre objectif à long terme : à savoir, un développement stable dans tous les domaines.

À ce propos, Cheikh Zayed s'inquiète depuis longtemps de l'effet potentiellement néfaste sur la jeune génération de la vie facile dont elle jouit, vie qui n'a rien à voir avec celle de ses aînés et qui exigeait de leur part détermination et ingéniosité. Par conséquent, l'une des caractéristiques fondamentales de la stratégie gouvernementale de Cheikh Zayed a été de favoriser les initiatives visant à conserver et prôner certains aspects de la culture populaire traditionnelle afin de familiariser les jeunes avec la vie de leurs ancêtres. Il estime qu'il est d'une importance cruciale de ne pas oublier les leçons et l'héritage du passé. Ils constituent, pense-t-il, le fondement même du progrès.

L'histoire est une chaîne ininterrompue d'événements. Le présent n'est qu'une extension du passé. Celui qui ne connaît pas son passé ne peut pas tirer pleinement parti de son présent et de son avenir, car c'est le passé qui nous instruit. Nous gagnons en expérience et nous profitons de ses enseignements et de ses résultats. Puis nous

adoptons ce qu'il y a de meilleur et ce qui convient à nos besoins actuels, tout en évitant les erreurs de nos pères et de nos grands-pères. La nouvelle génération doit apprécier à sa juste valeur le rôle joué par ses aînés ; elle doit se modeler sur eux, et adopter leur idéal suprême de patience, de détermination et d'assiduité au travail ainsi que leur sens du devoir.

Les E.A.U. étaient autrefois considérés comme une région reculée et insignifiante dans l'histoire du Moyen-Orient, mais il s'est révélé ces dernières années qu'ils jouaient un rôle crucial dans le développement de la civilisation de cette région depuis des milliers d'années.

Les premières fouilles archéologiques ont été réalisées dans les E.A.U. il y a plus de 40 ans, en 1959. Les archéologues ont largement bénéficié de l'intérêt que Cheikh Zayed a témoigné pour leurs travaux. C'est lui, en fait, qui les avait invités à visiter la région d'Al Ain pour examiner les vestiges situés à l'intérieur de l'oasis et dans ses environs, vestiges qui se sont avérés parmi les plus importants jamais découverts jusqu'alors dans le sud-est de l'Arabie. Au cours des décennies suivantes, Cheikh Zayed a continué à apporter son soutien aux études archéologiques dans l'ensemble du pays, et veillé à ce que les réalisations du passé puissent instruire et inspirer les générations actuelles. Il a ainsi souligné sa conviction que les connaissances provenant d'ailleurs ont un rôle à jouer dans le développement du pays, tout comme d'ailleurs les étrangers au même titre que les citoyens des E.A.U..

L'un des sites archéologiques les plus importants des E.A.U. a justement été découvert dans l'île à l'ouest d'Abu Dhabi, Sir Bani Yas, transformée il y a presque 25 ans en réserve naturelle par Cheikh Zayed, dans le but d'assurer la survie de certaines espèces parmi les plus menacées d'Arabie.

Si le patrimoine du peuple des E.A.U. est important pour Cheikh Zayed, la conservation de son milieu naturel, de sa faune et de sa flore l'est aussi. Il estime que la force de caractère des habitants des Émirats provient en partie de la lutte qu'ils ont dû mener pour survivre dans un environnement aussi aride.

Ses convictions en matière de protection de l'environnement ne doivent rien à la mode actuelle. Honorées par le prestigieux prix du Panda d'Or du Fonds Mondial pour la Nature et soulignées par la création du Prix International Zayed pour l'Environnement (dont le premier lauréat, en 2001, a été l'ancien Président Jimmy Carter), elles trouvent leurs racines dans son enfance, à une époque où l'exploitation durable des ressources exigeait que l'homme vive en harmonie avec la nature. Cheikh Zayed a par conséquent tenu à ce que la sauvegarde du milieu naturel soit l'un des axes clés de la politique gouvernementale. Il a également encouragé et supervisé personnellement un vaste programme de boisement qui a permis jusqu'à présent la plantation de plus de 150 millions d'arbres.

En février 1998, lors d'un discours prononcé à l'occasion de la première Journée de l'Environnement des E.A.U., Cheikh Zayed a ainsi exprimé ses idées :

Nous chérissons notre environnement parce qu'il fait partie intégrante de notre pays, de notre histoire et de notre patrimoine. Que ce soit sur la terre ferme ou en mer, c'est dans cet environnement qu'ont vécu et survécu nos ancêtres. S'ils y sont parvenus, c'est seulement parce qu'ils étaient conscients de la nécessité de le préserver pour les générations futures et de n'en retirer que ce dont ils avaient strictement besoin pour vivre.

Avec l'aide de Dieu, nous allons continuer à protéger notre environnement, notre flore et notre faune, tout comme l'ont fait nos ancêtres. C'est un devoir. Si nous échouons, nos enfants seront bien en droit de nous reprocher d'avoir dilapidé cette part essentielle de leur héritage et de notre patrimoine.

Comme tous les écologistes, Cheikh Zayed a le souci, dans la mesure du possible, de réparer les dommages causés par l'homme. Le programme qu'il a mis en œuvre sur l'île de Sir Bani Yas dans le but d'élever en captivité des animaux indigènes menacés de disparition, tels que l'oryx et la gazelle d'Arabie, a connu un succès impressionnant, à tel point que non seulement la survie de ces animaux est désormais assurée mais qu'on peut à présent les réintégrer petit à petit dans leur milieu naturel.

Comme dans d'autres domaines de la vie publique, Cheikh Zayed est convaincu que la protection de l'environnement n'est pas uniquement de la responsabilité du gouvernement. Malgré la création d'organismes officiels comme l'Agence Fédérale de l'Environnement et l'Agence pour la recherche sur l'environnement et le développement de la faune et de la flore d'Abu Dhabi, le Président des E.A.U. a souligné que la défense de la nature est aussi l'affaire du public et d'organisations non-gouvernementales, qu'il s'agisse de citoyens ou d'expatriés.

Une société, estime-t-il, ne peut se développer et prospérer que si tous ses membres sont conscients de leurs responsabilités, principe qui vaut non seulement pour les questions telles que la protection de l'environnement mais aussi pour d'autres problèmes de la vie en collectivité.

La famille Al Nahyan, dont Cheikh Zayed est le chef actuel, est la dynastie d'Arabie la plus ancienne puisqu'elle règne sur Abu Dhabi depuis au moins le début du dix-huitième siècle. Dans la société bédouine, cependant, le souverain et la famille dirigeante tiennent essentiellement leur légitimité du consensus. Tout comme Cheikh Zayed lui-même, qui fut nommé Souverain d'Abu Dhabi par les membres de sa famille en 1966, du fait que son frère aîné ne pouvait plus garder leur confiance, la légitimité du système politique d'aujourd'hui vient du soutien que



lui accorde le peuple des E.A.U.. Le principe de consultation (shura) est un aspect essentiel de ce système.

Au niveau non-officiel, ce principe est depuis longtemps concrétisé par l'institution du *majlis*, conseil ou forum organisé par un membre influent de la société et où chacun peut exprimer ses opinions et les voir discuter et examiner. Bien que ce système – forme de démocratie directe caractérisant les E.A.U. – existe encore, il est évident qu'il convient mieux à des communautés de taille relativement restreinte.

En 1970, reconnaissant qu'Abu Dhabi s'engageait dans un processus d'évolution rapide, Cheikh Zayed créa le Conseil Consultatif National de l'Émirat, qui rassemble les chefs des principales tribus et familles du pays. Un organisme semblable, le Conseil national fédéral – parlement de l'État – vu le jour en 1971 pour l'ensemble des E.A.U. .

Ces deux institutions concrétisent le processus traditionnel de consultation et de débat, et leurs membres sont fréquemment encouragés par Cheikh Zayed à exprimer leurs opinions ouvertement et sans crainte.

Actuellement, les membres de ces deux Conseils, ainsi que ceux des Conseils Municipaux de niveau inférieur, sont toujours sélectionnés par Cheikh Zayed et par les autres Souverains, en consultation avec les notables de chaque émirat. Cependant, Cheikh Zayed a annoncé qu'il envisageait à l'avenir une formule d'élections directes. Il a fait remarquer toutefois que dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, il faudra avancer avec prudence pour veiller à ce que seules des institutions adaptées à la société des Émirats soient mises en place.

Interrogé par le *New York Times* en 1998 sur la question de l'éventuelle introduction d'une démocratie parlementaire élue, Cheikh Zayed a déclaré

Pourquoi abandonner un système dont notre peuple est satisfait pour en adopter un qui ne semble engendrer que contestation et affrontements ? Notre système de gouvernement est basé sur notre religion, et c'est ce que souhaite notre peuple. S'il recherche des alternatives, nous sommes prêts à l'écouter. Nous avons toujours dit que notre peuple doit pouvoir exprimer librement ses revendications. Nous faisons tous partie de la même communauté, le peuple dirige et obéit à la fois.

Nos portes sont ouvertes à toutes les opinions, et tous les citoyens le savent bien. Nous avons la profonde conviction que Dieu le Créateur a fait naître les hommes libres, et a prescrit que chaque personne doive jouir de la faculté de choisir. Nul ne doit agir comme s'il était le maître d'autrui. Ceux qui occupent des postes de dirigeants sont tenus de traiter leurs administrés avec compassion et compréhension, car c'est un devoir que leur a confié Dieu Tout-Puissant, qui nous enjoint de respecter

la dignité de toutes les créatures vivantes. Comment pourrait-il en être autrement pour l'homme, représentant de Dieu sur terre ? Notre système de gouvernement ne tire pas son autorité de l'homme, mais il est ancré dans notre religion, et il repose sur le livre de Dieu, le Coran. Quel besoin avons-nous de ce que les autres ont inventé ? Ses enseignements sont éternels et complets, tandis que les systèmes imaginés par l'homme sont éphémères et imparfaits.

Cheikh Zayed s'est imprégné des principes de l'Islam depuis son enfance, et c'est sur eux que reposent aujourd'hui ses convictions et sa philosophie. C'est en fait en grande partie parce que l'Islam est enraciné profondément et de manière immuable dans leur vie que lui-même et les habitants des E.A.U. ont été capables d'intégrer les changements remarquables des dernières décennies et de s'y adapter. Aujourd'hui, l'Islam sert de fondement au système judiciaire des E.A.U. et sa place, en tant que base fondamentale de toute législation est inscrite dans la constitution du pays.

L'Islam, comme d'autres religions révélées, compte des soi-disant disciples qui prétendent interpréter son message comme une justification de dogmes sévères et d'intolérance. Selon Cheikh Zayed, cependant, une telle approche ne constitue pas simplement une mauvaise interprétation de sa philosophie mais un dramatique contresens. L'extrémisme, affirme-t-il, n'a pas sa place dans l'Islam. Il souligne au contraire que :

. . . L'Islam est une religion civilisatrice qui confère à l'homme sa dignité. Un véritable Musulman ne fait pas de mal aux autres. L'Islam est une religion de tolérance et de pardon, et non pas de guerre. C'est une religion de dialogue et de compréhension. C'est la justice sociale islamique qui demande à chaque Musulman de respecter l'autre. Voir en chaque personne, quelle que soit sa religion ou sa race, une âme chère, est la caractéristique de l'Islam. C'est ce point précis, indissociable des principes humanitaires de l'Islam, qui nous en rend si fiers.

Dans ce contexte, Cheikh Zayed s'oppose fermement à ceux qui prêchent l'intolérance et la haine :

Nous voyons autour de nous, à présent, des hommes violents qui prétendent parler au nom de l'Islam. L'Islam ne se reconnaît en rien dans leurs propos. Si ces individus souhaitent vraiment être entendus des Musulmans, et du monde, ils devraient commencer par écouter les paroles de Dieu et de son Prophète. Mais, ces gens n'ont rien à voir avec l'Islam. Ce sont des apostats et des criminels. Ils massacrent des enfants et des innocents. Ils tuent, versent le sang et apportent la destruction, puis ont l'audace de se dire Musulmans.

En septembre 2001, à la suite des attentats commis à Washington et à New York par de prétendus Musulmans, Cheikh Zayed est revenu sur ce thème. Dans un message adressé le 16 septembre aux chefs de gouvernement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ainsi qu'aux dirigeants de la Russie et de la Chine, il a déclaré :

Les E.A.U. condamnent, clairement et sans aucune équivoque, les actes criminels perpétrés la semaine dernière à New York et à Washington, faisant des milliers de morts et de blessés . . . Il est essentiel d'agir immédiatement et de former une puissante alliance internationale pour éradiquer le terrorisme et tous ceux qui l'aident ou l'accueillent . . . Les E.A.U. condamnent toute manifestation terroriste, où qu'elle soit commise.

Tout en soutenant la campagne internationale contre le terrorisme, Cheikh Zayed a plaidé en faveur des efforts certains faits par la communauté internationale pour trouver une solution juste et durable au conflit du Moyen-Orient (Voir la section sur la Politique étrangère).

Cheikh Zayed est un défenseur infatigable de la tolérance, du dialogue et d'une meilleure entente entre les hommes de religions différentes, notamment les Chrétiens et les Musulmans : il sait que ce sont là les principes essentiels pour l'épanouissement de l'humanité. Une formule résume bien sa foi et explique la base fondamentale de ses convictions : 'Ma religion ne se fonde ni sur l'espoir, ni sur la peur. J'adore mon Dieu parce que je l'aime.'

Sa croyance en la fraternité et en l'obligation pour les forts de porter secours aux défavorisés, est caractéristique de la vision de Cheikh Zayed du développement de son pays et de son peuple. Elle guide également la politique étrangère des E.A.U., qu'il élabore et dirige depuis la fondation de l'État.

Les E.A.U. n'ont pu progresser que grâce à leur aspiration et leur aptitude à s'unir, et à collaborer à la réalisation d'objectifs communs. Cette approche s'est également concrétisée dans le domaine de la politique étrangère.

Au sein de la région du Golfe, et dans le cadre plus large du monde arabe, les E.A.U. se sont efforcés d'accroître la coopération et de mettre fin aux dissensions par le biais d'une quête constante du dialogue et du consensus. C'est la raison pour laquelle l'une des réalisations essentielles de la politique étrangère du pays a été le rapprochement avec les pays voisins de la péninsule d'Arabie. Le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupe les E.A.U., le Koweït, l'Arabie Saoudite, Bahreïn, Qatar et Oman, créé lors d'une réunion au sommet à Abu Dhabi en mai 1981, est devenu, avec l'appui ferme des E.A.U., un organisme à l'action efficace, jouissant de la considération générale.

Fondé pour faciliter le développement de liens plus étroits entre ses membres et leur permettre de collaborer dans l'optique de leur sécurité, le CCG a dû déjà faire face à deux grandes crises extérieures depuis sa création ; tout d'abord le conflit prolongé qui a fait s'affronter l'Irak et l'Iran au cours des années 1980 – et qui a lui-même suscité la formation du CCG – puis, en août 1990, l'invasion par l'Irak de l'un de ses membres, le Koweït.

En réponse à cette invasion, le Président Zayed a été l'un des premiers chefs d'État arabes à offrir son soutien à la population, et les unités des forces armées des Émirats ont joué un rôle efficace dans l'alliance qui a libéré le pays au début 1991.

Tout en souscrivant pleinement à la condamnation internationale de la politique du régime irakien et aux sanctions imposées à l'Irak par les Nations Unies pendant et après le conflit, les E.A.U. ont cependant exprimé de sérieuses inquiétudes quant à l'impact des sanctions sur le peuple irakien.

Au cours de son interview avec le *New York Times* en mi-1998, Cheikh Zayed déclarait

Les États modérés du monde arabe reconnaissent que Saddam (Hussein) a commis une injustice, et reçu la réponse appropriée. Il a payé le prix, mais les sanctions ont maintenant été imposées sur l'Irak pour sept ans. A présent, l'Irak est malade, fatigué, nu et affamé. Comment peut-on persister à lui imposer des sanctions dans une telle situation ? Ce pays ne devrait plus subir des punitions et se voir infliger des sanctions. Il est grand temps de dire 'Cela suffit.'

Tout en militant énergiquement pour la levée des sanctions, les E.A.U. ont fourni une importante assistance humanitaire au peuple irakien, en veillant bien à ce que cette aide profite effectivement à ceux auxquels elle était destinée. Les relations diplomatiques avec Bagdad ont été rétablies en 2000.

Un autre centre d'intérêt de la politique étrangère des E.A.U. dans le contexte arabe a été le soutien apporté au peuple palestinien dans son effort de faire rétablir ses droits légitimes à l'autodétermination et la fondation de son propre État. Dès 1968, avant la formation des Émirats Arabes Unis, Cheikh Zayed avait épaulé les organisations palestiniennes, et il a continué de le faire au cours des trois dernières décennies, en pensant toutefois que c'est aux Palestiniens qu'il incombe d'élaborer leur propre politique.

À la suite de la création de l'Autorité palestinienne à Gaza et en Cisjordanie occupée, les E.A.U. ont largement prêté leur concours à la construction d'infrastructures comme les logements, les routes, les écoles et les hôpitaux, ainsi qu'à la rénovation des sites musulmans et chrétiens de Jérusalem. Une grande partie de cette aide a été bilatérale, mais les E.A.U. ont également participé à des

programmes de développement financés par des agences multilatérales et ils contribuent abondamment, depuis de nombreuses années, à l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient). Lors de l'éclatement de la seconde Intifada (insurrection) palestinienne en septembre 2000, les E.A.U., sur les instructions de Cheikh Zayed, ont renforcé leur assistance à l'Autorité palestinienne, et ont vigoureusement critiqué non seulement la politique de répression du gouvernement israélien, mais aussi la défaillance de la communauté internationale, et notamment des États-Unis, à forcer les Israéliens à se retirer.

Des aides importantes ont aussi été apportées à de nombreux autres pays du Monde Arabe. Au Liban, par exemple, les E.A.U. ont financé un vaste programme de destruction des centaines de milliers de mines terrestres abandonnées par les Israéliens lors de leur retrait forcé en 2000, afin que la population libanaise puisse revenir sur ses terres et dans ses maisons. D'autres pays comme l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Yémen et le Maroc ont bénéficié de prêts substantiels et de soutiens divers pour leurs programmes de développement des infrastructures.

Cheikh Zayed a un idéal qui lui tient à cœur : une plus grande unité politique et économique au sein du Monde Arabe. Il a cependant adopté depuis longtemps une approche réaliste de cette question, à savoir, que l'unité, pour être effective, doit croître lentement, et avec l'appui du peuple. L'unité arabe, à son avis, n'est pas une chose qui peut être créée tout simplement par des décrets de gouvernements qui peuvent n'être que de simples phénomènes politiques ponctuels.

C'est une conception qui a fait ses preuves au niveau des E.A.U. eux-mêmes, qui constituent l'expérience la plus durable d'unité arabe des temps modernes, et au niveau du Conseil de coopération du Golfe. Sur un plan plus large, Cheikh Zayed a recherché continuellement à promouvoir une meilleure entente et un consensus plus étroit entre les pays arabes, ainsi qu'à redynamiser la Ligue des États Arabes.

Les relations entre chefs d'État arabes devraient s'établir sur l'ouverture et sur la franchise. Ces dirigeants doivent réaliser que chacun d'eux a besoin des autres, et concevoir que ce ne sera que grâce à leur soutien mutuel qu'ils surmonteront les moments difficiles.

Un frère doit dire à son frère : soutiens-moi, et je te soutiendrai à chaque fois que tu seras dans ton droit. Mais pas quand tu seras fautif. Si je suis dans mon droit, tu devras me soutenir, m'aider, et t'efforcer d'effacer les injustices qui m'ont été faites.

Les chefs sages et mûrs écouteront les bons conseils et prendront les mesures nécessaires pour corriger leurs erreurs. Quant aux dirigeants qui n'ont ni sagesse ni maturité, ils seront conduits dans le droit chemin grâce aux recommandations de leurs amis sincères.



Dans ce contexte, Cheikh Zayed a constamment proposé, au cours des années 1990, une nouvelle conférence au sommet des pays arabes (la première a eu lieu en mars 2001) où les chefs d'État pourraient débattre, avec franchise et ouverture, des désaccords qui les opposent. Ce n'est qu'ainsi, affirme-t-il, que le Monde Arabe progressera dans son intégralité, et affrontera les problèmes qui se posent à lui, en son sein mais aussi sur la scène internationale (voir la section sur la Politique étrangère).

Je suis d'avis qu'il faut tenir un sommet réunissant tous les pays arabes, mais avant de s'y rendre, les Arabes devront faire preuve d'ouverture et de franchise les uns envers les autres, à propos de leurs différends et de leurs blessures. Ils participeront au débat afin de trouver les correctifs nécessaires à leur politique, de faire face aux problèmes, de guérir leurs maux et d'affirmer que le destin des Arabes les réunit tous, forts ou faibles. En même temps, ils ne devront pas abandonner leurs droits, ni revendiquer ce qui ne leur appartient pas.

Tout en étant partisan du dialogue et de la coopération, le Président des E.A.U. reconnaît que l'unanimité, bien que souhaitable, ne peut pas toujours être obtenue. Il a donc été le seul dirigeant arabe à proposer ouvertement une révision de la Charte de la Ligue des États Arabes afin de permettre que les décisions soient prises à la majorité. Une telle approche est à la base du succès de l'expérience de fédération des Émirats Arabes Unis, et Cheikh Zayed est persuadé que c'est le moment d'appliquer cette approche à l'ensemble du Monde Arabe.

Il va sans dire que les droits et principes fondamentaux ne sauraient être écartés. Un de ces principes est l'inviolabilité territoriale des contrées arabes.

Ce principe est source de préoccupation majeure pour les Émirats Arabes Unis depuis leur création en raison de l'occupation iranienne, en 1971, des îles d'Abu Musa et de la Grande Tunb et de la Petite Tunb, appartenant aux E.A.U. Le Président Cheikh Zayed et d'autres dirigeants des E.A.U. ont souvent réitéré leur appel à une fin pacifique de l'occupation, par le biais de négociations ou l'entremise de la Cour internationale de justice ou de tout autre arbitre international. Pendant de nombreuses années, cet appel n'a reçu aucune réponse de l'Iran, mais un échange de visites en juillet et août 2001 a amorcé un dialogue qui peut-être apportera une solution et contribuera à atteindre l'objectif des E.A.U. par le renforcement de la confiance mutuelle, de la coexistence pacifique et de bonnes relations de voisinage entre pays du Golfe.

Dans ce domaine comme dans celui d'autres points de politique étrangère, Cheikh Zayed a constamment adopté une approche ferme mais exprimée avec mesure, évitant les discours enflammés qui rendent plus difficile la recherche de

solutions. Ces dernières années, les conflits nés de la désintégration de l'ancienne Yougoslavie ont fortement préoccupé le Président des E.A.U. Avant la paix imposée en Bosnie par les puissances occidentales, Cheikh Zayed avait du mal à cacher sa frustration devant le massacre des Musulmans bosniens.

S'adressant à l'agence de presse des Émirats, WAM, au moment de l'apogée de la campagne serbe de 'purification ethnique' contre les Musulmans, il déclara que les Nations unies semblaient 'affaiblies comme une machine morte' face aux atrocités serbes.

C'est comme si les Nations unies étaient pétrifiées, sans sentiment ni compassion pour l'agonie du peuple bosnien. Nous en appelons à tous les peuples de conscience, ceux qui ont foi en la justice et qui déplorent l'agression et les guerres injustes, afin qu'ils réagissent contre les horreurs perpétrées à l'égard peuple innocent de Bosnie-Herzégovine.

Il faut que le monde se secoue avec force pour faire cesser cette horrible tragédie. Les gouvernements doivent oeuvrer immédiatement pour que les hommes de ce pays assiégé parviennent à se défendre. Le droit à la défense est le plus fondamental et le plus élémentaire des droits de l'homme.

Dès que la communauté internationale a forcé les Serbes à mettre fin à leurs massacres en Bosnie, Cheikh Zayed a pris des mesures pour faire envoyer, par les E.A.U., une aide importante aux Musulmans bosniens, leur permettant ainsi de commencer à reconstruire leur société.

Cheikh Zayed tira une leçon de la tragédie bosnienne. Il réalisa qu'il était temps que les Émirats Arabes Unis jouent eux-mêmes un rôle plus actif dans les opérations internationales de maintien de la paix.

Les forces armées des E.A.U. avaient déjà commencé à participer à de telles opérations, tout d'abord dans le cadre de la Force de Dissuasion Arabe qui avait tenté pendant plusieurs années de mettre fin à la guerre civile au Liban, puis au sein d'UNISOM TWO, force des Nations unies pour le maintien de la paix et la reconstruction en Somalie.

Début 1999, au moment où une nouvelle vague d'atrocités serbes déferlait sur la population albanaise du Kosovo, Cheikh Zayed fut l'un des premiers chefs d'État du monde à apporter son soutien à la décision de l'OTAN de lancer une campagne aérienne pour contraindre la Serbie à cesser son génocide.

Conscient, dès le début de la campagne, de la nécessité d'une future force internationale de maintien de la paix, Cheikh Zayed ordonna que les forces armées des E.A.U. en fassent partie sous l'égide des Nations unies. À la fin de 1999, au sein de la force KFOR des Nations unies en place au Kosovo, le contingent des E.A.U.

était le plus nombreux parmi ceux des États n'appartenant pas à l'OTAN, et le seul envoyé par un pays arabe ou Musulman. Lorsque l'unité se retira, à la fin de 2001, elle avait beaucoup accompli, au niveau du rétablissement de la paix et de la sécurité au Kosovo, mais aussi en ce qui concerne la consolidation de la réputation des E.A.U. sur la scène internationale.

Tout en faisant en sorte que les E.A.U. aient désormais de plus en plus souvent à assumer de telles responsabilités internationales, Cheikh Zayed a souligné que leur rôle porterait essentiellement sur les secours et la reconstruction.

Dans les Balkans comme dans d'autres pays, la politique adoptée par les E.A.U. traduit clairement l'intention de Cheikh Zayed d'utiliser la prospérité de son pays pour porter assistance aux moins fortunés. Par le biais d'organismes comme la Fondation Zayed et le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement, créés par Cheikh Zayed avant la fondation des E.A.U., ainsi que d'autres institutions comme le Croissant-Rouge, sous la présidence de son fils, Cheikh Hamdan bin Zayed Al Nayhan, le pays joue maintenant un rôle majeur dans l'apport de secours et d'aide au développement dans le monde entier.

La poursuite mesurée des droits et des principes caractérise la politique extérieure des E.A.U., et propage la philosophie de Cheikh Zayed ainsi que ses convictions humanitaires bien au-delà des frontières de l'État même. La philosophie de Cheikh Zayed, née de sa profonde foi musulmane, s'appuie essentiellement sur le postulat que le devoir de l'homme est d'aider son prochain.

Son action, menée pendant plus d'un demi-siècle de gouvernement, tant au niveau local qu'à l'échelle internationale, témoigne de l'engagement et du sérieux avec lesquels il a cherché à concrétiser ses idéaux.